

Les accords Sykes-Picot, deuxième phase du plan de partition du Proche-Orient

1er décembre 2016



Aucun nom ne soulève autant de passion au Proche-Orient que celui de « Sykes-Picot », symbole, aux yeux des nationalistes arabes mais aussi turcs, de la volonté de Paris et de Londres de se partager la région. Ces accords entre la France et le Royaume-Uni ignoraient, bien sûr, les aspirations des peuples de la région.

Il y a exactement cent ans, en 1916, extrapolant la chute imminente de l'empire ottoman et dans le but d'étendre leur sphère d'influence au Proche-Orient, le Royaume-Uni et la France concluaient un ensemble d'accords secrets avec le consentement de la Russie tsariste, connu sous le nom d'« accords Sykes-Picot » d'après les patronymes de ses deux négociateurs. François Georges-Picot, consul français à Beyrouth avant la première guerre mondiale, puis au Caire, et membre du Parti colonial français, défendait une « Syrie intégrale » ou « Grande Syrie » sous le joug colonial français. Sir Mark Sykes, conseiller diplomatique et membre du Parti conservateur britannique avait pour objectif d'élargir l'influence coloniale au Proche-Orient. Le fruit de leurs négociations dans l'ombre définit la partition et le démembrement des provinces arabes de l'empire ottoman ainsi que la répartition de ses provinces entre les deux puissances -- même si

le tracé final devait varier considérablement par rapport à celui prévu par Sykes-Picot. Les Arabes eux-mêmes n'en ont été informés qu'en 1917, lorsque les bolcheviques ont publié le texte après la chute du tsar.

Depuis lors, Sykes-Picot est devenu au Proche-Orient le symbole de l'impérialisme et de la partition arbitraire. Pourtant, même si ces accords constituent un évènement majeur, la croyance qu'ils constituent le point tournant de l'histoire du Proche-Orient moderne doit être déconstruite : c'est une étape nécessaire à la compréhension des processus de séparation et de partition. En effet, ces processus ne cessent de se reproduire depuis un siècle. Comme nous l'avons vu dans « [La correspondance McMahon-Hussein. Première phase du plan de partition du Proche-Orient](#) », les échanges entre Henry McMahon et Sayyid Hussein Ben Ali, le chérif de la Mecque ont permis au Royaume-Uni de négocier des territoires arabes au-delà de sa zone d'influence, suivant une logique de séparation ethno-religieuse. Ainsi, et en accord avec les intérêts français, Londres entendait exclure les provinces où se trouvaient des Arabes non musulmans des territoires prêts à être reconnus comme arabes et indépendants. Les deux documents ne peuvent pas être considérés hors contexte : ils résultent de dynamiques régionales antérieures à la première guerre mondiale.

Extension des empires européens

Au début du XIX^e siècle, la présence occidentale s'accroît dans l'empire ottoman. Un réseau d'influence se manifeste par le développement d'écoles missionnaires, de sociétés culturelles, par l'utilisation de langues étrangères, en particulier [le français pour les questions administratives](#), et aussi comme vecteur de colonisation : la France domine l'Algérie où sévit une politique du « diviser pour régner » et le Royaume-Uni s'empare d'Aden. De plus, la France et la Russie se considèrent protectrices des populations catholiques et orthodoxes de l'empire. Leur présence augmente au lendemain de la guerre de Crimée (1853-1856). Endetté, l'empire ottoman est forcé de s'en remettre à des accords financiers avec les puissances étrangères, ce qui permet aux banquiers et aux financiers étrangers d'accéder à de nouveaux marchés. Pendant ce temps, la France et le Royaume-Uni redoublent d'efforts pour exercer un contrôle exclusif sur certaines zones des provinces arabes de l'empire ottoman. À la fin du siècle, les deux puissances ont étendu leurs empires encore au-delà : [Londres prend le contrôle de l'Égypte](#) et de Chypre et [Paris établit un protectorat en Tunisie \(le Maroc suivra en 1912\)](#).

L'alliance entre l'Allemagne et l'empire ottoman se matérialise par le projet ferroviaire ottoman. Cependant, les projets d'extension ferroviaire au début du XX^e siècle font de l'ombre au Royaume-Uni et à la France qui se battent pour défendre leurs intérêts, et le rail devient l'objet d'une compétition féroce entre ceux qui veulent obtenir le contrôle sur des portions du réseau. Chaque puissance négocie l'exclusivité du passage dans sa zone d'influence : la France en Syrie et au Liban et le Royaume-Uni en Mésopotamie et en Palestine. Finalement, les deux pays comprennent la nécessité de négocier ensemble pour organiser un front commun. Le Royaume-Uni va jusqu'à empêcher que l'empire ottoman établisse une connexion entre Hedjaz et Aqaba, demandant que le Sinaï fasse partie de l'Égypte (et non la Palestine) pour ne pas mettre en péril le [canal de Suez](#). En 1911, l'Italie décide qu'il lui faut sa propre part et attaque l'empire pour s'emparer de la Libye. La défaite de l'empire ottoman en Libye et dans les Balkans est considérée par la France et le Royaume-Uni comme des preuves de faiblesse, et à partir de 1912, ils commencent à négocier l'avenir de la Syrie.

À la veille de la première guerre mondiale et de la [correspondance entre Hussein et McMahon](#), l'empire ottoman est de facto l'enjeu d'une partition économique, culturelle et religieuse. La guerre et l'alliance ottomane avec l'Allemagne fourniront finalement à la France et au Royaume-Uni l'occasion de disqualifier les autres prétendants et de formaliser politiquement une situation de négociation qui avait déjà commencé depuis longtemps.

Indépendance arabe ou partition coloniale ?

Le texte de l'accord signé le 16 mai 1916 mêle indépendance et protection. Il attribue le sud-est de la Turquie, le nord de l'Irak, la Syrie et le Liban à la France. La bande côtière entre la mer et le fleuve Jourdain — la Palestine d'alors, aujourd'hui la Jordanie —, le sud de l'Irak, l'Égypte et de petites zones incluant les ports de Haïfa et d'Acre vont au Royaume-Uni, avec comme volonté de faire de Jérusalem une zone internationale. L'accord stipule :

Dans la zone (a) la France et dans la zone (b) la Grande-Bretagne auront un droit de priorité sur les entreprises et les emprunts locaux. Dans la zone (a) la France et dans la zone (b) la Grande-Bretagne seront seules à fournir des conseillers ou des fonctionnaires étrangers à la demande de l'État arabe ou de la confédération d'États arabes.



Map of Sykes-Picot agreements, *Philippe Rekacewicz, 2003.*

Bien que le chérif de la Mecque et le gouvernement britannique se soient quittés sans formaliser un accord stricto sensu, le partenaire du chérif et des Arabes devait être le Royaume-Uni, et non la France. Ainsi, l'accord Sykes-Picot introduisait une tierce partie sur la scène diplomatique, bien que le chérif ait stipulé dans ses derniers échanges avec McMahon qu'il était résolument opposé à laisser une partie du territoire à

la France ou à une autre puissance. Et s'il considérait clairement les territoires arabes comme un ensemble, l'accord Sykes-Picot envisageait la division et la partition de ce territoire, même si cela devait finalement conduire, comme le texte le stipulait, à l'indépendance des Arabes :

La France et la Grande-Bretagne sont disposées à reconnaître et à soutenir un État arabe indépendant ou une confédération d'États arabes dans les zones (a) et (b) indiquées sur la carte ci-jointe, sous la suzeraineté d'un chef arabe.

Promesses contradictoires

Ces accords masquent difficilement la méfiance du gouvernement britannique envers les Arabes et surtout leurs objectifs coloniaux au Proche-Orient. L'incompatibilité entre la correspondance Hussein-McMahon et les accords Sykes-Picot a déjà été soulevée par de nombreux spécialistes, et le débat est loin d'être terminé. Du point de vue arabe, ces accords secrets n'étaient pas au diapason de la correspondance entre Hussein et McMahon. Ainsi, les Arabes n'étaient pas du tout au courant que le Royaume-Uni négociait avec la France les territoires de l'empire ottoman depuis le début du siècle, bien que les officiels britanniques aient assuré (du moins publiquement) que les deux accords n'étaient pas contradictoires. Cette incohérence fut soulevée et utilisée au sein du gouvernement britannique peu après la signature des accords Sykes-Picot, ainsi qu'en atteste une note écrite dans l'Eastern Report par William Ormsby Gore le 31 mai 1917 :

Les intentions françaises en Syrie sont incompatibles avec les objectifs de guerre des Alliés définis par le gouvernement russe. Si l'autodétermination des nationalités doit être un principe, l'interférence de la France dans la sélection des conseillers du gouvernement arabe et la suggestion par la France des émirs choisis par les Arabes à Mossoul, Alep et Damas est totalement incompatible avec nos conceptions de la libération de la nation arabe et avec l'établissement d'un État arabe libre et indépendant. Le gouvernement britannique, en autorisant que ces lettres soient communiquées au roi Hussein à la veille du déclenchement de la révolte par Sir Henry McMahon, met en doute la cohérence entre les promesses faites au roi Hussein en tant que chef de la nation arabe et les intentions françaises de faire de la Syrie et de la Haute Mésopotamie un nouveau Tunis. Si notre soutien au roi Hussein et aux autres leaders arabes de souches moins nobles et moins prestigieuses veut dire quelque chose, cela veut dire que nous sommes prêts à reconnaître l'entière souveraineté des Arabes d'Arabie et de Syrie. Le moment est venu d'informer le gouvernement français de notre loyauté au roi Hussein et que ce dernier en soit informé clairement, que ce soit lui ou un autre qui gouvernera Damas. Celle-ci est la seule capitale possible pour un futur État arabe qui soumettra les autres émirats arabes.

Des traits sur des cartes

Que le gouvernement britannique ait estimé que les engagements étaient incompatibles et contraires au principe d'autodétermination, ou bien que le commentaire de Gore soit principalement destiné à être utilisé pour dénigrer l'accord avec les Français — et de ce fait leur refuser leur butin de guerre — n'est pas essentiel à la compréhension de la situation. Cela révèle pourtant un certain nombre de doutes depuis le début qui ne sont pas passés inaperçus chez les nationalistes arabes. Craignant une trahison britannique, ils ont demandé des clarifications dès qu'ils ont su la nouvelle.

Tandis que les groupes hachémites et nationalistes arabes basés en Syrie se battaient pour leur future indépendance et leur souveraineté, se préparant à la fin de l'empire, le Royaume-Uni et la France traçaient des traits sur des cartes afin de [diviser les régions arabes de l'empire ottoman](#).

Lire aussi : [Orient XXI](#)

- Emplacement : [Vous êtes ici](#) : [Accueil](#) > [S'informer](#) > [Actualités](#) >
- Adresse de cet article :
<https://plateforme-palestine.org/Les-accords-Sykes-Picot-deuxieme-phase-du-plan-de-partition-du-Proche-Orient>